

Robert Bourgi, le « porteur de mallettes » de la Françafrique



Dans un livre confession, l'homme d'affaires franco-libanais raconte comment les hommes politiques français étaient abreuvés d'argent venu du continent africain. Presque toute la classe politique française de l'après-guerre y passe.

REPORTAGE
COLETTE BRAECKMAN

Ils savent que je sais tout ». Ce titre n'est pas celui d'un biopic qui retracerait la vie mouvementée d'un maître chanteur... Mais celui d'un livre sur Robert Bourgi, l'homme au cœur du réseau français en Afrique. Et quels souvenirs ! Dans l'ordre ou le désordre, la presque totalité de la classe politique française depuis l'après-guerre défile sur 500 pages et seul le « jeune » Emmanuel Macron manque à l'appel.

C'est que Robert Bourgi, avocat de formation, a commencé tôt, dans le sillage de son père Mahmoud. Modeste commerçant, ce dernier est issu d'une famille de chiites libanais qui vivait à Ramadié, un village du Sud-Liban, proche d'Israël et aujourd'hui sous les bombes.

Dans les années 20, comme beaucoup de ses compatriotes poussés par la pauvreté, Mahmoud Bourgi choisit l'exil vers la France mais à l'escale de Marseille, il décide de bifurquer pour tenter sa chance au Sénégal. Rejoint par sa famille, il envoie ses deux fils dans des établissements huppés.

Dans la maison familiale, le jeune Robert rencontre des chefs politiques et religieux sénégalais qui soutiennent le général de Gaulle tandis que son père mobilise des fonds pour soutenir la France libre contre le régime de Vichy.

Cette « case départ » éclaire l'itinéraire de Robert Bourgi : son père prospère est l'un des principaux contributeurs du RPF (Rassemblement du peuple français), ce qui lui permet de

rencontrer le général de Gaulle lorsque ce dernier se rend à Dakar en 1947.

Tout s'explique : « De nombreux compatriotes arrivés du Sud-Liban devaient quelque chose à mon père et ce dernier les persuadait de verser de l'argent au RPF... » Mahmoud Bourgi rencontre ainsi l'homme lige du général de Gaulle, Jacques Foccart, qu'il appellera affectueusement « papa », ainsi que Maurice Robert, responsable du contre-espionnage. Etudiant en droit, Bourgi junior consacre sa thèse de doctorat à « de Gaulle et l'Afrique », un travail inspiré par les confidences puis la fidèle amitié de Jacques Foccart.

C'est grâce à ce dernier que Robert Bourgi rejoint ensuite le « club 89 », le cercle de réflexion du parti de Jacques Chirac, le Rassemblement pour la République qui deviendra l'UMP (Union pour un mouvement populaire). Il y rencontre Michel Aurillac, Alain Juppé, Jacques Toubon, soutient Jacques Chaban Delmas. Officiellement chargé des contacts entre l'UMP et l'Afrique, Bourgi, est patronné par Foccart et le « doyen » lui ouvre toutes les portes, Dakar, Bamako, Libreville, Abidjan.

L'argent des Libanais, dans des sacs
Au lendemain de la défaite électorale de Chirac en 1981, Bourgi décide de « poursuivre le combat » et mobilise des fonds au profit du RPR auprès de la communauté libanaise vivant en Côte d'Ivoire. Cette dernière ne lésinait pas : « L'argent était contenu dans des sacs de voyage et, à l'arrivée, le chauffeur personnel de Jacques Chirac attendait à l'aéroport ;

jamais je n'ai porté le moindre sac... »

A quoi servaient ces sommes ? « Au fonctionnement du parti de Chirac, je n'ai jamais rien prélevé à des fins personnelles. » « Il n'a jamais manqué un sou », confirmera plus tard le président gabonais Omar Bongo tandis que Bourgi précise : « Exerçant comme avocat, j'avais mes honoraires... »

Au fil des années, bien des chefs d'Etat africains sont passés par Robert Bourgi lorsqu'il s'agissait de financer les campagnes électorales en France. Longue est la liste : Sassou Nguesso président du Congo Brazzaville, Obiang de Guinée équatoriale, Blaise Compaoré du Burkina Faso. Même Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire se fit violence : « C'était contre ses principes mais comme il fallait passer par là pour l'emporter face à Alassane Ouattara, il s'inclina. » « La France se montra ingrate » estime Bourgi : « Sous la pression de Nicolas Sarkozy, Laurent Gbagbo, qui avait cependant remporté les élections, fut chassé du pouvoir au profit de Alassane Ouattara ». Omar Bongo, le président du Gabon, était sans doute le plus généreux des donateurs.

Bourgi et Mobutu

Ce n'est qu'à la fin des années 80 que Bourgi rencontre le président d'un pays qui s'appelle encore le Zaïre : « Alors que Mobutu était en froid avec la Belgique, les conseillers de François Mitterrand tentèrent de l'aider, mais il était difficile de le raisonner. Jacques Foccart a tenté d'organiser une rencontre entre Mobutu et Etienne Tshisekedi, alors leader de l'opposition, en lui disant "papa vous at-

Robert Bourgi, avocat de formation, a commencé tôt, dans le sillage de son père Mahmoud. © AFP.

tend" mais il a échoué. »

En novembre 1994, au lendemain du génocide au Rwanda, la France organise le sommet franco-africain de Biarritz, où François Mitterrand est mis sur la sellette. Bourgi ne dit pas un mot de cette tragédie qui pèsera lourd sur la conscience française et seul un détail surnage : « Mobutu, désireux d'être réhabilité, a prêté son avion au ministre Jacques Toubon. C'est Mobutu qui a tout pris en charge, ce qui a permis aux ministres d'économiser sur leur budget. »

La chute de François Fillon

Dès 2002, le financement des partis politiques français par des chefs d'Etat africains se complique. Il ne s'agit pas d'un sursaut de vertu, mais de l'intervention des juges. Ces derniers sont poussés par des associations citoyennes comme Survie et par les enquêtes menées par des journalistes. Les plaintes se multiplient, le procès Elf défraie la chronique et Dominique de Villepin, alors Premier ministre, sent l'air du temps et accélère la rupture avec Bourgi.

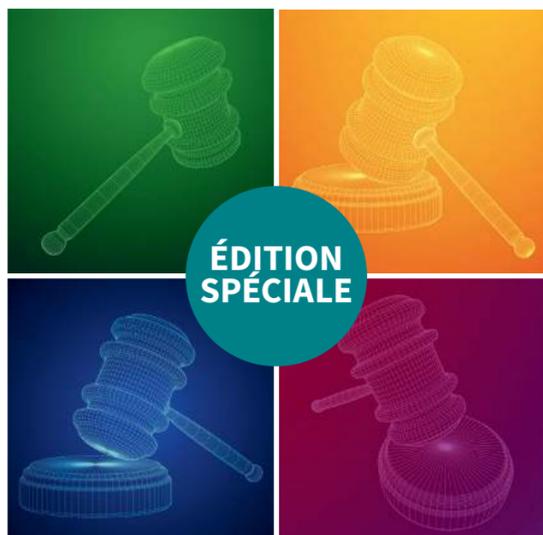
Avec délectation, le « porteur de mallettes » dévoile avoir été à l'origine de la chute de François Fillon lorsque, durant la campagne présidentielle de 2017, il laissa « fuiter » le fait qu'il avait « cadeauté » (offert) au candidat deux costumes de chez Arnyes pour une valeur de 15.000 euros. Et de conclure : « J'ai vissé le dernier clou de son cercueil politique. » Non sans ajouter que « François Fillon lui a fait rapporter les costumes, qui n'avaient même pas été nettoyés ».

Par la suite, désavouant le courtier des éminences françaises, Emmanuel Macron lui fera retirer sa Légion d'honneur et Bourgi se contente de préciser : « Ma femme a dû découdre tous les rubans rouges de mes vestes. »

S'il clôturait son récit avec sérénité, sans oublier de citer le nom des nombreux journalistes qu'il a « tuyautés », Bourgi prouve aussi qu'il sait se taire : à propos des responsabilités de la France au Rwanda, il ne souffle mot.

C'est finalement le journaliste Frédéric Lejeal, associé à la rédaction du livre, qui pose la bonne remarque : « Ces millions d'euros et de patrimoines rutilants furent autant de financements échappant au développement de leur pays. Sur ce point, l'urgence dans laquelle se trouvent de nombreux Etats francophones du continent n'est pas étrangère au siphonnage de leur économie nationale. » Le rejet de la France en Afrique – fût-ce au bénéfice d'autres puissances qui ne sont guère plus désintéressées – peut aussi s'expliquer par les pratiques que décrit cette édifiante confession...

supplément



ÉDITION SPÉCIALE

Mercredi 23/10, MAD spécial salles de ventes

Au sommaire de ce MAD spécial consacré aux salles de ventes : la température du marché et le point sur les différents secteurs.

LE SOIR

Repensons notre quotidien



« Ils savent que je sais tout » :
Ma vie en Françafrique
ROBERT BOURGI,
AVEC FRÉDÉRIC LEJEAL
Editions Max Milo, 512 p., 24,90 €